

6.2 Équipement des ménages

En 2017, malgré un ralentissement, les achats de biens durables restent l'un des postes les plus dynamiques de la consommation des **ménages** : ils n'en représentent que 8,5 % mais progressent de 3,3 % en volume après + 5,9 % en 2016.

En 2017, le taux d'équipement en téléphonie fixe baisse pour la quatrième année consécutive ; il s'établit à 85 %. Le taux d'équipement en ordinateur continue d'augmenter pour atteindre 82 % en 2017 ; il a dépassé 50 % au milieu des années 2000. Les plus jeunes sont davantage équipés que leurs aînés : 94 % des 16-24 ans disposent d'un ordinateur contre 66 % des 60 ans ou plus.

En 2017, selon le baromètre du numérique de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), huit personnes sur dix disposent à la fois d'un téléphone fixe, d'un téléphone mobile et d'une connexion à l'**internet** à domicile. Depuis 2011, le taux d'équipement en accès à l'internet chez les possesseurs d'ordinateur stagne à 97 %. En 2017, un peu plus du tiers des personnes n'ayant pas d'ordinateur à domicile disposent tout de même d'une connexion à l'internet à domicile par le réseau fixe. Le taux d'équipement en tablette continue de progresser. Les personnes les mieux équipées en tablette sont celles âgées de 25 à 39 ans, vivant dans des foyers de trois ou quatre personnes, les diplômés du bac et plus et les classes moyennes supérieures et hauts revenus. La part des personnes disposant de trois équipements (ordinateur, smartphone et

tablette) a fortement augmenté depuis 2016 (+ 6 points en l'espace d'une année) pour atteindre 36 % en 2017 ; elle dépasse désormais largement la part des personnes détenant à la fois un ordinateur et un smartphone (29 % comme en 2016). Le triple équipement est caractéristique des générations les plus jeunes.

En 2017, 37 % des ménages disposent d'au moins deux voitures, contre 32 % en 2004. Le **taux de motorisation** atteint 84 %. Les 40-59 ans sont les plus motorisés (89 %) ; 81 % des 60 ans ou plus et 68 % des 16-24 ans sont motorisés. Les exploitants agricoles, les professions intermédiaires et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont très motorisés (plus de 90 %), tandis que les employés sont relativement moins équipés (84 %). En 2016, 91 % des ménages habitant les zones rurales possèdent un véhicule ; dans l'agglomération parisienne, 67 % des ménages sont motorisés, alors que dans les autres agglomérations françaises, les taux de motorisation dépassent 80 %.

En 2016, dans l'Union européenne (UE), près de 8 % des personnes n'ont pas les moyens financiers de posséder une voiture, contre près de 3 % en France. Elles sont près de 33 % en Roumanie, 22 % en Bulgarie et près de 21 % en Hongrie. Par ailleurs, un peu plus de 16 % des Roumains et de 15 % des Bulgares n'ont pas les ressources financières pour posséder un ordinateur contre seulement près de 3 % des Français et de 5 % de la population de l'UE. ■

Définitions

Internet : ensemble de réseaux mondiaux interconnectés qui permet à des ordinateurs et à des serveurs de communiquer efficacement au moyen d'un protocole de communication commun (IP). Ses principaux services sont le Web, le FTP, la messagerie et les groupes de discussion.

Ménage : au sens statistique du terme, désigne de manière générale l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Taux de motorisation : pourcentage de ménages disposant au moins d'une voiture. À partir de deux véhicules, le ménage est dit multi motorisé.

Pour en savoir plus

- « Baromètre du numérique », Arcep et Conseil Général de l'Économie (CGE), décembre 2018.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « L'industrie automobile française », *Analyse et statistiques 2018*, CCFA, septembre 2018.
- « En 2017, la consommation et le pouvoir d'achat des ménages décollent », *Insee Première* n° 1699, juin 2018.
- « Équipement des ménages 1996-2016 (enquêtes EPCV et SRCV) », *Insee Résultats*, octobre 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Équipement des ménages 6.2

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence en 2017

en %

	16-24 ans	25-39 ans	40-59 ans	60 ans ou plus	Ensemble
Congélateur	72,9	90,1	93,6	92,9	91,9
Four à micro-ondes	91,3	90,7	91,9	86,2	89,3
Lave-linge	81,9	95,7	97,0	96,9	96,2
Lave-vaisselle	29,4	61,7	67,3	58,5	61,4
Téléviseur couleur	84,5	93,6	96,5	98,1	96,2
Magnétoscope ou lecteur DVD	37,0	62,2	73,0	62,7	65,5
Téléphone fixe	43,9	71,8	88,2	91,5	84,7
Téléphone portable	99,2	99,6	98,8	87,5	94,5
Micro-ordinateur (y c. portable)	94,3	94,6	92,0	65,5	82,0
Connexion à l'internet	95,3	96,3	93,5	67,7	83,8
Voiture	68,2	86,3	88,8	80,6	84,3
2 voitures ou plus	24,5	41,9	46,3	26,7	36,8

Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages dont la personne de référence a 16 ans ou plus.

Note : données provisoires.

Source : Insee, SRCV-Silc.

Évolution de la consommation de biens durables

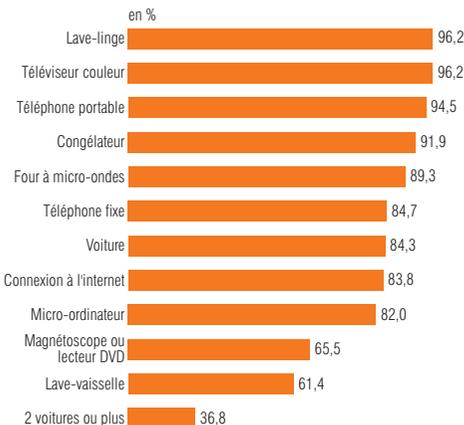
en %

	Évolution annuelle en volume		Poids dans la valeur de la consommation en 2017
	2016	2017	
Automobiles	7,8	3,5	3,3
<i>dont automobiles neuves</i>	6,7	1,3	2,2
Téléviseurs	21,9	-11,9	0,2
Réfrigérateurs, congélateurs	3,3	6,4	0,1
Lave-linge	4,8	4,4	0,1
Meubles	2,7	2,5	1,2
Autres biens durables ¹	4,7	4,1	3,5
Ensemble des biens durables	5,9	3,3	8,5

1. Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux d'équipement des ménages en biens durables en 2017



Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages dont la personne de référence a 16 ans ou plus.

Note : données provisoires.

Source : Insee, SRCV-Silc.

Équipement automobile des ménages

en %

	1990	2000	2010	2017 (p)
Ménages motorisés	76,8	80,3	83,5	83,9
Monomotorisés	50,5	50,7	47,6	47,5
Bimotorisés	23,0	25,4	30,7	31,1
Trimotorisés ou plus	3,3	4,2	5,2	5,3
Ménages non motorisés	23,2	19,7	16,5	16,1
Âge moyen du véhicule (en années)	5,9	7,3	8,0	9,1
Durée moyenne de détention (en années)	3,7	4,4	5,0	5,6
Voitures particulières d'occasion	50,0	56,1	58,9	58,7

Source : TNS-Sofres, Parcauto.

Manque d'équipement des personnes en biens durables dans l'UE en 2016

en % de la population

	Personnes n'ayant pas les moyens de posséder		
	une voiture	un ordinateur	un lave-linge
Allemagne ¹	6,8	2,8	0,4
Autriche	6,0	2,7	0,3
Belgique	6,7	3,0	1,3
Bulgarie	22,0	15,3	9,0
Chypre	2,1	3,3	0,3
Croatie	8,2	4,5	1,2
Danemark	8,0	1,7	1,4
Espagne	6,0	7,2	0,2
Estonie	12,1	3,0	1,2
Finlande ¹	8,9	1,5	0,6
France	2,6	2,6	0,5
Grèce	10,0	6,6	1,4
Hongrie	20,6	9,4	1,0
Irlande	6,4	3,9	0,4
Italie	3,3	4,6	0,4
Lettonie	19,5	6,9	3,3
Lituanie	11,4	6,4	1,9
Luxembourg	2,0	1,3	0,3
Malte	2,3	1,9	0,4
Pays-Bas ¹	6,4	0,9	0,7
Pologne	7,3	3,1	0,7
Portugal	6,9	6,5	1,1
Rép. tchèque	8,0	3,2	0,2
Roumanie	32,9	16,2	9,8
Royaume-Uni	8,6	4,6	0,4
Slovaquie	12,0	5,3	0,6
Slovénie (p)	3,7	3,1	0,3
Suède	3,2	0,8	0,0
UE	7,7	4,6	1,2

1. Données 2015 pour le manque d'équipement en lave-linge.

Lecture : en 2016, 7,7 % des personnes de l'UE ne possèdent pas de voiture pour cause de ressources insuffisantes.

Source : Eurostat (extraction du 10 octobre 2018), EU-Silc.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales